

La période écoulée voit peu les questions militaires se développer. Les questions sociétales et économiques dominent et me laissent cependant un sentiment diffus d'inquiétudes sur le fonctionnement de notre pays. Je pourrai aussi évoquer le recul devant la réforme constitutionnelle sur la déchéance de nationalité. De recul en recul, où allons-nous ? Qu'en sera-t-il du projet de loi El Khomry ? Celui-ci continue en effet de susciter débats et violences. Réformer notre pays est vraiment une tâche ardue qui peut en désespérer plus d'un. Les corporatismes restent forts mais sont pourtant bien loin de représenter le monde du travail et la société dans son ensemble.

Dans le domaine de la sécurité intérieure, lorsque j'entends cette semaine lors d'une manifestation des représentants syndicaux de la police réclamer de la reconnaissance ... sous forme d'une meilleure rémunération, je peux m'inquiéter en tant que citoyen en période d'état d'urgence. Servir son pays simplement n'est-ce pas ce que nous attendons de ces fonctionnaires ? Cela me rappelle ces trois compagnies de CRS « épuisées » après trois mois de Vigipirate en avril 2015 et mises en arrêt « maladie ». Aujourd'hui, des armes de guerre sont remises aux forces de police pour lutter contre le terrorisme. Or, l'état d'esprit montré supra ne devrait pas militer pour une telle prise de risques. Leur confier des armes de guerre, est-ce bien raisonnable ? Je ne suis pas sûr que Renaud aurait toujours envie d'embrasser les flics dans ce contexte, chanson si bien médiatisée que cela en devient malsain.

D'un autre côté, les mises en cause par des associations et des individus des forces de sécurité, y compris dans des actions de contre-terrorisme, peuvent être tout autant inquiétantes. Je prendrai l'exemple de cette association de défense des droits de l'homme « Action des chrétiens pour l'abolition de la torture » (ACAT) qui publiait un rapport le 14 mars sur « le risque d'impunité de forces de l'ordre ». Elle s'appuyait sur 89 cas de blessures graves survenues entre 2005 et 2015 qu'elle a identifiées et qui auraient entraîné la mort pour 26 personnes.

Je peux comprendre que des enquêtes aient lieu sur ces 9 cas annuels, qui sont donc bien peu nombreux compte tenu de l'engagement des forces de sécurité. J'aurai voulu cependant que la dénonciation de la violence de plus en plus extrême par exemple des manifestants soit tout aussi dénoncée et condamnée. La violence ne vient pas des forces de sécurité mais d'une partie des manifestants.

Sans connaître le détail de ces cas, je n'ai pas l'impression que les policiers et les gendarmes aient agressé les citoyens alors qu'en revanche eux l'ont bien été. Le droit à manifester est à respecter mais dans le calme. Le respect de l'autorité de l'Etat par le biais de ses forces de l'ordre doit être obtenu. Aucune insulte, aucun jet de projectile sur nos forces de sécurité ne peuvent être autorisés sans conséquences pour les auteurs dans le contexte actuel. Je m'étonne encore ce soir du nombre si faible d'arrestations de ce week end.

Ce que je vois avec la contestation par exemple du projet de loi El Khomri comme pour d'autres manifestations est l'omniprésence de la violence. Elle semble même recherchée pour mettre en difficulté les forces de l'ordre. Dans le contexte actuel, il est grave sinon dangereux que ces manifestations puissent dégénérer dans la violence comme nous pouvons régulièrement le constater.